

# BOKASSA :

« Oui  
j'ai fait  
la guerre  
d'Indochine  
mais...  
je suis  
décidé  
à enterrer  
le néo-  
colonialisme »

*L'orientation politique  
du régime de Bangui  
va-t-elle changer  
radicalement ?*

*C'est ce que ne cesse  
d'affirmer dans  
ses récentes déclarations  
le président  
Jean Bedel Bokassa.  
Notre collaborateur  
Aquino de Bragança  
nous relate ici  
sa dernière rencontre  
avec le chef de l'Etat  
centrafricain,  
qui vient de rentrer  
d'une visite officielle  
à Formose.*

■ Quelle ne fut pas ma surprise lorsqu'un ami commun me présenta récemment M. Kombat-Naguenon, ministre des Affaires étrangères de la République Centrafricaine. A mon grand étonnement, puisque « Africasia » n'a pas ménagé jusqu'alors le bouillant général Jean Bedel Bokassa, président de la R.C.A., le ministre a voulu se montrer aimable.

« J'ai lu, dit-il, le « papier » que vous avez publié sur la « Crise à Bangui » dans un de vos derniers numéros (1)... Ainsi, vous avez rectifié le tir, car, avouez-le franchement, vous aviez apporté de l'eau au moulin pour alimenter la sordide campagne suscitée par une certaine presse métropolitaine « contre mon pays et son chef d'Etat ».

— Seuls les imbéciles ne changent pas d'opinion, disait Lénine... et nous n'avons pas peur d'avouer nos erreurs... quand il s'agit de rétablir la vérité, répondis-je, prudent. Mais quelles erreurs ?

— Les faits sont têtus, poursuivit le ministre. Vous constatez aujourd'hui que « le général Bokassa développe ses ouvertures diplomatiques vers les pays socialistes et progressistes » mais vous doutez toujours qu'il « s'oriente vers une politique de libération authentique »... Alors pourquoi ne pas voir notre président ? Il pourra peut-être vous clarifier les choses ? Dissiper vos doutes ?

C'est ainsi que j'ai rencontré le président Jean Bedel Bokassa.

Petit de taille, corps d'athlète malgré la cinquantaine, visage détendu, le regard moqueur, le général-président, revêtu

(1) Voir « Africasia » n° 22.



d'un complet civil, m'a reçu amicalement.

D'un signe discret il fait éloigner ses gorilles-gardes du corps, ce qui me met plus à l'aise. Et la conversation s'engage :

● Excellence, vous étiez pourtant considéré jusqu'à une date récente comme un inconditionnel de la France « gaullienne ».

● Ce n'était pas tellement faux, mais les choses ont changé... Le monde bouge tellement ! Vous savez, dès mon jeune âge — j'avais à peine six ans —, j'ai perdu mon père et ma mère... J'ai dû quitter mon pays natal et, grâce aux sacrifices d'un généreux grand-père, j'ai pu faire mes études dans une école missionnaire à Brazzaville. Pour gagner ma vie, je me suis engagé, en 1939, dans l'armée française. De 1940 à 1945 j'ai apporté ma modeste contribution à la libération de la France occupée par les Allemands... J'ai participé au débarquement en Provence et gagné la Légion d'honneur au combat... Quand, en 1960, on a voulu m'envoyer en mission en Centrafrique, pour assumer la direction du cabinet militaire du président de la République, j'ai manifesté mon désaccord... je voulais vivre en France, en citoyen pacifique. Mais, en bon soldat, j'ai cru ne pas pouvoir désobéir aux ordres de mes supérieurs hiérarchiques et j'ai accepté ces nouvelles fonctions...

● C'est cette « logique » qui explique peut-être votre participation à la « pacification » de l'Indochine. Dans les rangs de l'armée française !



Augusta Conchiglia

Notre  
collaborateur  
Aquino  
de Bragança  
s'entretenant  
avec le président  
Jean Bedel  
Bokassa.

● Hélas ! C'est ainsi que les choses se sont passées.

● Mais vous avez pourtant été un des plus « chauds » partisans de l'admission inconditionnelle de la délégation du G.R.P. du Viêt-nam du Sud aux assises de la conférence de Lusaka. Comment expliquer cette situation paradoxale ?

● Mes relations avec le Viêt-nam sortent de l'ordinaire. Ma première femme était Vietnamiennne et nos quatre enfants « afro-asiatiques » vivent aujourd'hui avec moi. J'ai été profondément marqué par la civilisation millénaire de ce peuple héroïque. Je parle couramment le vietnamien et je suis, si je ne me trompe, le seul chef d'Etat — parmi les non-alignés présents à Lusaka — qui ait eu une longue et cordiale conversation en vietnamien avec Mme Binh dont le gouvernement — le seul légitime — sera reconnu très bientôt par la République Centrafricaine.

● Mais où donc situer cette « coupure », cette révision déchirante qui vous a amené à rompre avec votre ancienne vision du monde ?

● Je vais vous faire un aveu. La politique ne m'avait pas intéressé pendant ma longue carrière militaire, jusqu'au jour où certains éléments du gouvernement africain que je croyais servir loyalement décidèrent de se débarrasser de ma personne. J'ai été chef d'état-major de l'armée centrafricaine avec le soutien

d'une grande puissance socialiste... Hélas, on avait réussi à convaincre celle-ci qu'aussi longtemps que je serais vivant, aucune réforme progressiste ne pouvait être envisagée dans mon pays ! Je me suis alors adressé à un ambassadeur d'un pays occidental qui se disait toujours mon ami, pour lui demander de me sortir de cette situation délicate... Un refus poli de me recevoir m'a fait comprendre que je devais compter d'abord sur moi-même pour me défendre. Menacé de liquidation physique, j'ai décidé alors de me débarrasser de mes ennemis, grâce à l'aide de l'armée qui m'était restée fidèle. Voici l'histoire très peu connue de ce qu'on appelle « le putsch de la nuit du 31 décembre 1965 »... C'est à partir de cet acte historique que j'ai commencé à faire de la politique... et je me suis heurté aux intérêts de l'ex-puissance coloniale...

La République Centrafricaine est un pays très riche, mais son peuple est très pauvre. Le paradoxe s'explique par le fait que nous ne sommes pas encore complètement libérés de la tutelle de notre ancienne métropole... En 1969, mon gouvernement s'est vu dans l'obligation de prendre des mesures sévères pour récupérer les dettes de certaines entreprises étrangères — les sociétés diamantifères qui pillaient allégrement nos richesses... Comme d'habitude, la presse française a voulu faire croire à l'opinion que ces mesures étaient très arbitraires...

Je le répète, je ne suis pas un anti-français. Je crois d'ailleurs avoir donné suffisamment de preuves de mon attachement, qui reste inébranlable, au peuple

de France. Mais je suis plus que jamais décidé à faire sortir mon peuple de cette misère... La République Centrafricaine a un sous-sol très riche, resté inexploité car l'ancienne puissance coloniale ne s'est jamais souciée de nos intérêts. Je suis donc décidé à diversifier l'économie, à moderniser l'agriculture. Nous avons des riches gisements de diamants, de cuivre, d'uranium...

Nous avons reçu récemment une mission roumaine et nous comptons signer un accord avec ce pays pour une co-exploitation de nos mines de cuivre. Je suis en pourparlers avec la R.D.A., que mon gouvernement a reconnue, pour d'autres projets économiques, j'ai pu faire récemment un voyage profitable en Italie. Quant au domaine agricole — dont nous avons décidé de changer de fond en comble la nature — il doit cesser d'être un appendice de l'économie métropolitaine. Pour effectuer cette révision, de nouvelles méthodes s'imposent... J'ai renvoyé 67 conseillers techniques français qui me coûtaient très cher. J'ai pris moi-même, avec une équipe de jeunes, la direction du ministère de l'Agriculture ! Une réforme agraire en profondeur est en cours. Les paysans se constitueront librement en coopératives. Toute aide (semences, engrais) leur sera accordée gratuitement par l'Etat.

De nouvelles terres défrichées (10 000 hectares de café, et 10 000 hectares de coton) seront cultivées au cours de l'année 1970, grâce à la mécanisation de l'agriculture et à l'aide des pays amis socialistes...

● Comptez-vous la Chine populaire parmi ces pays amis ?

● Ma querelle avec ce pays est une histoire du passé révolu... A l'Assemblée des Nations unies, je demanderai l'admission de la Chine populaire... Il est scandaleux que ce grand pays n'occupe pas dans cette instance internationale la place qui lui revient de droit... Je suis même prêt à reprendre les relations avec la Chine, si elle accepte...

Je répète, je suis inconditionnellement engagé dans le camp des progressistes. Je suis décidé à faire de mon mieux pour « enterrer » le colonialisme et le néocolonialisme en Centrafrique et ailleurs... Pour ce faire, je me suis engagé aux dernières assises de l'O.U.A. à aider les mouvements nationalistes qui luttent, les armes à la main, contre l'occupation portugaise d'une parcelle importante de notre continent... J'ai invité une délégation du M.P.L.A. et du Frelimo à venir à Bangui discuter d'une aide financière et militaire que mon gouvernement a décidé de leur accorder.

(Interview recueillie par  
Aquino de Bragança.)